

## RASSEMBLER A GAUCHE

Comité de rédaction:

- David Bodet militant LCR
- Cyrille-Robert Broux, militant des Verts
- Amaury Couderc, militant socialiste progressiste
- Michelle Dospital militante associative
- Robert Duguet, militant socialiste progressiste
- Bernard Fischer, militant associatif
- Michel Galin, militant syndical
- Serge Guichard, militant du PCF
- Vincent Huet, militant de la LCR
- Sylvie Mayer, militante du PCF
- Roland Mérieux militant de la CAP
- Gérard Morlier, militant associatif
- Gérard Pocięka, EGAL-91
- Jean Sanchez, militant AREV

Directeur de publication:  
Jacques Adrien, militant socialiste progressiste

Commission paritaire des Publications et Agences  
de Presse numéro 11077

RAG: Amaury Couderc,  
le Clos, Boissy-Sous-Saint-Yon 91790  
tel.: 01.64.91.32.75

N° 92 février 1998  
6è année de parution

# RASSEMBLER A GAUCHE

BULLETIN DE LIAISON POUR "RASSEMBLER A GAUCHE"

## LA MONDIALISATION EN MARCHÉ

### Pire que Maastricht et Amsterdam... l'AMI (Accord Multilatéral d'Investissement)

par Amaury Couderc

La mondialisation au seul profit du grand capital financier se met en place au sein de l'OCDE et à l'insu de la représentation nationale, et bien sûr des citoyens. "Nous ignorons qui négocie quoi et au nom de qui" Jack Lang, Assemblée nationale le 4 décembre 1997.

Au mois de mai, le gouvernement français envisage d'approuver, sans débat à l'Assemblée, sans aucune consultation, un texte soi-disant anodin mais qui en réalité remet en cause les lois sociales, les lois sur l'environnement, le partage des richesses, la solidarité ainsi que les particularités culturelles des minorités. Tout cela devra disparaître devant la rentabilité et les intérêts à court terme sur les investissements des capitaux étrangers investis dans notre pays..

## Sommaire

**Amaury Couderc** : La mondialisation en marche, pages 1 et 2

**Sylvie Mayer et Serge Guichard** : Poursuivre ensemble le combat pour la réussite d'une politique de gauche, pages 2 et 3

**Robert Duguet** : Réponse à Sylvie Mayer et Serge Guichard, responsables du PCF, pages 3 et 4

**Roland Mérieux** : Alliance... contre nature, page 4

**Robert Duguet** : Courrez camarades, le vieux monde... est devant nous !, page 8

Agendas des réunions publics, pages 6 et 7

Rendez-vous citoyen, page 4

Chômeurs et précaires, page 5

Billets d'humeur, page 8

Engagés dans cet accord, les états ne pourront en sortir avant 20 ans. Cet accord donne à chaque investisseur étranger le droit de contester n'importe quelle politique ou décision gouvernementale, les gouvernements n'ayant pas la réciprocité.

Pourront être dénoncés : les mesures fiscales, les dispositions en matière d'environnement, les règles de protection des consommateurs, mais beaucoup plus grave, il en sera de même pour la législation du travail. Les gouvernements seront responsables à l'égard des investisseurs étrangers de tous les troubles, mouvements sociaux, grèves, état d'urgence et autres événements susceptibles de perturber ou diminuer la rentabilité des investissements étrangers. Cela se nomme "manque de prise de bénéfices".

Il est certain qu'un tel accord approuvé, les gouvernements signataires seront encouragés et même obligés de restreindre les libertés syndicales, voire même interdire les grèves et les manifestations faute d'être traduits devant les tribunaux internationaux et condamnés à de lourdes indemnités

Ce texte prévoit une disposition qui impose aux états "d'accepter sans condition de soumettre les litiges à l'arbitrage international". Bien entendu, ces procédures seront opaques et sans aucune garantie judiciaire puisque mises en place par l'OMC elle-même, à savoir la "Chambre de commerce internationale", jury pour le moins partial s'il en est.

Un tel accord a pour objectif de paralyser toute décision gouvernementale visant à garantir les salariés, l'équité des conditions de travail (code du travail), protéger l'environnement, interdire tel ou tel produit jugé .../...

"RASSEMBLER A GAUCHE" est le lien entre tous ceux et celles qui font le choix de se rassembler pour rechercher une issue à la crise qui secoue aujourd'hui la gauche.

"RASSEMBLER A GAUCHE" n'est pas une organisation politique formelle, c'est un lieu de débat et d'action ponctuelle. Il rassemble des hommes et des femmes impliqués dans différentes organisations traditionnellement de gauche, mouvements se réclamant de la gauche, écologistes, inorganisés, tous favorables au rassemblement.

Les articles seront signés et n'engageront que leurs auteurs.

Imprimé par nos soins



## LA MONDIALISATION EN MARCHÉ

suite

nocif pour la population ou simplement douteux (mais transgénique), préserver les ressources naturelles (les pays du tiers monde sont particulièrement visés).

Il sera désormais interdit à un gouvernement de refuser un investisseur étranger au prétexte que son gouvernement ne respecte pas les "Droits de l'homme" (il en aurait été ainsi de l'Afrique du Sud au temps de l'apartheid, et Nelson Mandela serait toujours en prison...)

Monsieur Dominique Strauss-Kahn, ministre de

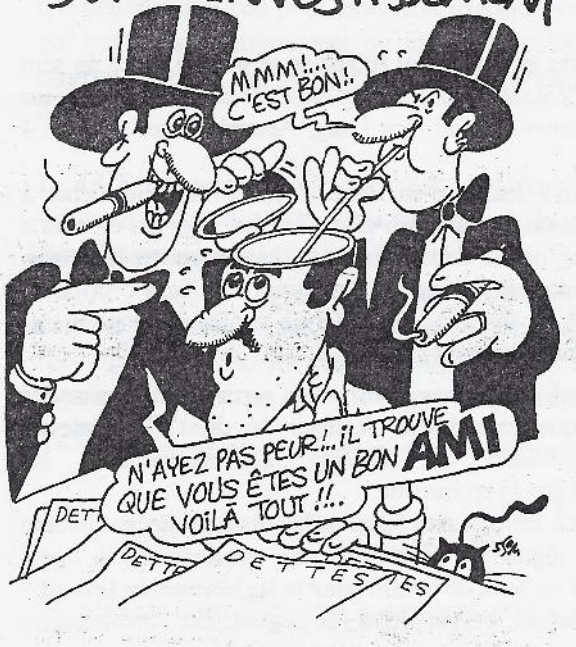
## POUR SUIVRE ENSEMBLE LE COMBAT POUR LA RÉUSSITE D'UNE POLITIQUE DE GAUCHE

par Sylvie Mayer et Serge Guichard

Il y a 6 ans, des militants de gauche décidaient de travailler ensemble, sur la base de leur opposition commune au traité de Maastricht, pour « rassembler à gauche ». Ce libre travail en commun autour d'un bulletin et de dîners mensuels conviviaux et chaleureux, a contribué à un dialogue fructueux des forces de gauche de l'Essonne, à une meilleure écoute mutuelle, une meilleure compréhension du positionnement de chacun. Cela n'a sans doute pas été sans lien avec les résultats des dernières législatives.

Nous sommes tous en train d'expérimenter une nouvelle façon de travailler à gauche. Les communistes sont profondément motivés pour prendre leurs responsabilités dans l'optique des nécessaires transformations de la société, pour changer la politique et ouvrir des

### ACCORD MULTILATÉRAL SUR L'INVESTISSEMENT



l'économie et des finances, au demeurant socialiste (!) affirme : "Ce n'est pas un accord de réglementation, mais de non-discrimination. L'AMI ne modifie en rien notre législation nationale et de plus, il profite à nos exportations."

Le Parti Communiste semble avoir une lecture différente de ce texte. Mais, comme Maastricht, comme Amsterdam... l'Ami ne sera probablement pas une cause de cassus-belli.

Alors, comprenez qui pourra... le libéralisme sans frein se met en place, et je le répète avec l'accord de la direction du PC qui n'en est plus à une volée face près. Qu'en pensent les électeurs communistes? Et les militants?... □

### GAYSSOT, LA FIBRE SOCIALE DU GOUVERNEMENT



- Lionel ! Faut que t'aïlles casser la croûte avec des chômeurs !

perspectives. Communistes, Verts, MDC, socialistes ont décidé de participer ensemble au gouvernement de la France. La caractéristique essentielle de cette décision est la volonté d'expression permanente du pluralisme, liée à une solidarité gouvernementale, pour réussir une politique de gauche.

C'est dans ce sens que les communistes sont présents tout à la fois au gouvernement, dans les Assemblées et dans les luttes sociales. C'est en ce sens que le groupe communiste à l'Assemblée Nationale se bat pied à pied pour donner aux textes de lois le contenu le plus avancé possible, en s'appuyant sur le mouvement social, les sans papiers, les chômeurs, les jeunes. C'est ainsi que les députés communistes ont contribué à donner un contenu plus efficace aux emplois jeunes, qu'ils avancent des amendements destinés à extirper de la loi sur les 35 heures toute tentation de nouvelle précarité ou de cadeaux supplémentaires au patronat. On voit l'enjeu que cela représente quand le patronat lance tout son poids dans la bataille, quand le RPR donne un tour plus ultralibéral à ses orientations, quand le Front National profite des difficultés réelles pour distiller son poison populiste.

.../...

**Ce bulletin est le votre, aidez nous à le faire vivre.**

Associez-vous à notre démarche en participant financièrement.

Nom

Adresse n°

rue

Prénom

Ville

Code postal

Je verse la somme de: 100 fr  autre

A retourner à A. Couderc, le Clos, 91790 Boissy-sous-Saint-Yon



## POUR SUIVRE ENSEMBLE LE COMBAT POUR LA RÉUSSITE D'UNE POLITIQUE DE GAUCHE

suite

Dans tous les domaines, le PCF s'emploie à développer sa politique, ses propositions. La campagne pour un référendum sur l'Euro, la manifestation du 18 janvier organisée par le PCF pour une réorientation de la politique européenne vont en ce sens, en s'appuyant sur les engagements pris par la gauche face au peuple français lors des élections législatives.

Comme dans la quasi totalité des départements, les communistes de l'Essonne ont décidé de participer à une liste de rassemblement pluraliste, pour battre la droite et faire reculer le front national, pour gérer autrement les régions et donner une chance à la gauche de conquérir de nouveaux points d'appui pour réussir sa politique.

De nombreux animateurs de Rassembler à Gauche portent une appréciation différente sur la stratégie nécessaire pour une politique de gauche. Ils ont décidé, avec Amaury Couderc de présenter une liste aux élections régionales. Nous en prenons acte. En conformité avec notre volonté de pluralisme et de démocratie, nous débattons en toute transparence avec les candidats de cette liste. Mais notre souci de clarté nous conduit à ne laisser planer aucune ambiguïté. Franchement engagés dans la bataille pour la victoire de la gauche au Conseil régional d'Ile de France, nous ne pouvons accepter de contribuer à ce que RAG et son bulletin deviennent les outils de cette liste. Nous souhaitons que le travail en commun puisse se poursuivre. Nous demandons donc à nos amis de RAG de ne pas utiliser le nom de RAG pour la liste, ni le bulletin pour sa promotion, ce qui nous contraindrait à nous en retirer. Nous sommes persuadés que nous trouverons encore bien des moments de franche coopération pour le succès d'une politique que nous désirons tous et qui finalement nous rassemble. □

## REPOSE A SYLVIE MAYER ET SERGE GUICHARD, responsables du PCF.

par Robert Duguet

La contribution politique signée par Sylvie Mayer et Serge Guichard et intitulée "poursuivre ensemble le combat pour la réussite d'une politique de gauche" laisse entendre que ce qui se situe en dehors de la gauche gouvernementale contribue à faire le jeu de la droite, voire de l'extrême droite: cette déclaration me choque et j'y réponds.

Les mises en garde que nous avons formulées vis-à-vis du gouvernement Jospin dès sa constitution, commencent à être sérieusement illustrées par les faits. Aujourd'hui dans toutes les formations qui participent à la majorité gouvernementale, il y a plus que des nuances qui s'expriment à l'encontre de la politique faite. Si je prends la réalité départementale, j'observe des ruptures dans le MDC, chez les Verts de sévères réserves individuelles, quant aux communistes les mises en cause sur la participation gouvernementale et sur la politique faite sont plus qu'évidentes: vous avez sans doute omis de prendre le pouls de votre parti avant de contribuer à RAG. Nous savons aussi que cette question traverse complètement l'organisation socialiste, puisqu'elle a été exprimée par la gauche de ce parti sous la forme de la revendication justifiée d'un



« Des marginaux de tendance anarchisante » (Chevènement dans « Le Figaro » du 19/1).

contrat de gouvernement. Il y a eu des accords d'appareils passés dans les coulisses (PS-MDC, PS-PCF, PS-Verts) suite à la victoire des législatives, il n'y a pas eu de contrat de gouvernement clair passé devant le peuple. Donc la réalité ne ressemble pas du tout à la voie royale tracée dans votre texte lorsque vous écrivez "communistes, Verts, MDC, socialistes ont décidé de participer ensemble au gouvernement de la France..." On ne peut pas durant six ans tenir le discours gauche contre Maastricht et les dérives de la fin du mitterrandisme, et brutalement entrer dans un gouvernement qui souscrit au Traité d'Amsterdam, un Maastricht aggravé: il semble d'ailleurs que vos militants soient les moins enclins de nous tous à l'accepter...

Si l'on prend les contraintes économiques du libéralisme mondial en crise que ce gouvernement gère, il nous semble qu'il n'y a plus de marges pour rester dans une logique "réformiste": les chômeurs chassés à coup de trique, la CSG qui prend la place de l'assurance maladie et la réapparition de la retraite par capitalisation, la privatisation de France Telecom et de la SNCF... la liste s'alourdit jour après jour. Comment allez-vous faire la démonstration pour vos propres militants et donc pour le salariat dans son ensemble, qu'en restant dans ce gouvernement vous pouvez faire avancer une politique de gauche? Nous attendons avec impatience les preuves, elles sont loin d'être faites. Ou pour l'instant ce qui est fait, amuse "le bon peuple" sur les marges... les emplois jeunes par exemple!



## REPOSE A SYLVIE MAYER ET SERGE GUICHARD, responsables du PCF.

suite

Quant au dernier point de votre contribution, prenant acte du soutien apporté par tous les membres du comité de rédaction de RAG, sauf vous, à une liste aux élections régionales conduite par Amaury Couderc, sur le plan des principes je ne la trouve pas acceptable. Je cite:

"Comme dans la quasi totalité des départements, les communistes de l'Essonne ont décidé de participer à une liste de rassemblement pluraliste, pour battre la droite et faire reculer le front national, pour gérer autrement les régions..."

"Franchement engagés dans la bataille pour la victoire de la gauche au Conseil Régional d'Ile de France, nous ne pouvons accepter de contribuer à ce que RAG et son bulletin deviennent les outils de cette liste...(la liste conduite par Couderc)"

1- Pour battre la droite et faire reculer le Front National, nous avons toujours expliqué à RAG qu'il fallait répondre aux exigences du mouvement social, les traduire en termes politiques. Ceux qui font le lit de la construction d'un parti fasciste en France sont très précisément ceux qui, portés au pouvoir par la vague de l'automne 1995 appliquent aujourd'hui le plan Juppé...entre autres! Ceux qui aujourd'hui chassent les chômeurs à coups de triques, préparent le terrain aux "sections d'assaut" de demain!

2- RAG a toujours été depuis sa fondation à la disposition de ceux et celles qui voulaient cristalliser une opposition aux dérives de la fin du mitterrandisme, donc être un facteur de dépassement de la décomposition politique de la gauche. Pour ce faire la libre confrontation des points de vue a toujours été la règle de l'équipe d'animation de RAG. Les colonnes de RAG sont ouvertes à ceux qui pensent qu'il est possible d'infléchir la ligne de ce gouvernement dans un sens antilibéral: mais il faudra en administrer les preuves! Nous attendons!

3- Il semble que vous ne vous soyez pas plaint en son temps des nombreux articles, venant d'ailleurs de camarades non-communistes, saluant telle ou telle prise de position du PCF ou du journal "l'Humanité". Nous avons été un certain nombre à soutenir ces dernières années des candidatures communistes aux élections locales et à l'avoir écrit clairement dans les colonnes de RAG. Je l'ai fait, à l'époque sans état d'âme, considérant que le PCF jouait un rôle objectif progressiste au sein de la gauche critique. Vous vous êtes offusqués à l'époque, et vous avez eu raison, contre ceux qui présentaient RAG comme un journal instrumentalisé par le PCF...

RAG est resté sur son orientation de 1992. La direction communiste, elle, en revanche a changé de position. Et ce n'est pas la meilleure des choses pour que continue à exister dans la gauche un pôle de contestation permanente du capitalisme. □

## ALLIANCE... CONTRE NATURE

par Roland Mérieux

Une réunion sur le thème "L'Euro de tous les risques" s'est tenue à la maison de la Chimie le mercredi 4 février 1998, en présence d'un certain nombre de responsables politiques nationaux appartenant aussi bien à l'ultra droite libérale (De Villiers, Pasqua, Pandraud etc.) qu'à la gauche dite "plurielle" (Dray, Suchod, Lefort, PS, MDC, PCF).

Nous ne pouvons que nous étonner d'un tel plateau dans une période où de multiples luttes (sans-papiers, sans emplois) ne devrait que séparer ces différents hommes politiques.

Nous tenons quant à nous à être clairs à ce sujet, même si sur la question du traité de Maastricht et d'Amsterdam et de ses conséquences (construction monétariste) nous ne pouvons qu'être hostiles, pour autant nous considérons qu'il est très dangereux de s'allier ou cohabiter dans une même salle avec des individus qui bafouent dans d'autres cadres les principes même de la démocratie et des libertés fondamentales. □

## CITOYENNES, CITOYENS

**VENEZ PARTAGER AVEC NOUS  
LE VIN CHAUD DE LA LIBERTÉ**

**ET BAPTISER LA PLACE DES  
DROITS DE L'HOMME**

**NE LAISSONS PAS LE FRONT  
NATIONAL ENVAHIR NOTRE  
SUD-ESSONNE**

Rendez-vous à Méréville  
Samedi 7 mars 1998 à 11 h  
place de l'Hôtel de Ville

**Nous vous attendons nombreux**

Pour nous contacter :

Collectif pour la Défense de Droits Fondamentaux  
BP 75 - 91152 Etampes CEDEX

Nous ne sommes pas un parti politique mais nous refusons l'élection d'un Conseiller général Front National dans le canton de Méréville.



# CHÔMEURS, PRÉCAIRES TOUS ENSEMBLE ON CONTINUE !

## TENTER DE CRIMINALISER LE MOUVEMENT N'ARRÊTERA PAS LES CHÔMEURS ET PRÉCAIRES

Depuis décembre 97, le mouvement des chômeurs et précaires a, par des actions symboliques, dénoncé les institutions qui gèrent et organisent la misère qui frappe près de 10 millions de personnes dans ce pays: occupation des ASSEDIC, des ANPE, intervention au Conseil économique et social, à la Bourse du commerce, intervention à EDF, etc. Ce mouvement a rencontré un vaste écho dans la population - qui vit dans la hantise du chômage - et mis à mal l'image sociale de ce gouvernement qui, élu pour lutter contre le chômage a fait la sourde oreille aux revendications des chômeurs et des précaires, privilégiant le "réalisme économique". Il a fait reculer le sentiment de fatalité et d'exclusion qui maintenait les chômeurs dans l'isolement et l'illusion d'un proche retour au plein emploi pour tous. Il a réussi à faire surgir au grand jour des revendications qui visent à l'amélioration immédiate de leurs conditions de vie : augmentation des minima sociaux, extension du RMI aux moins de 25 ans, arrêt des expulsions et des coupures d'électricité, droit à la santé et à la formation, gratuité des transports en commun.

Ce qui fait l'originalité de ce mouvement, c'est son inventivité, son dynamisme illustré par des actions non-violentes : parmi ceux qui profitent de la misère, l'un des plus cyniques est certainement l'entreprise Cash Converter, le mont-de-piété moderne. Cash Converter prospère sur le manque d'argent qui

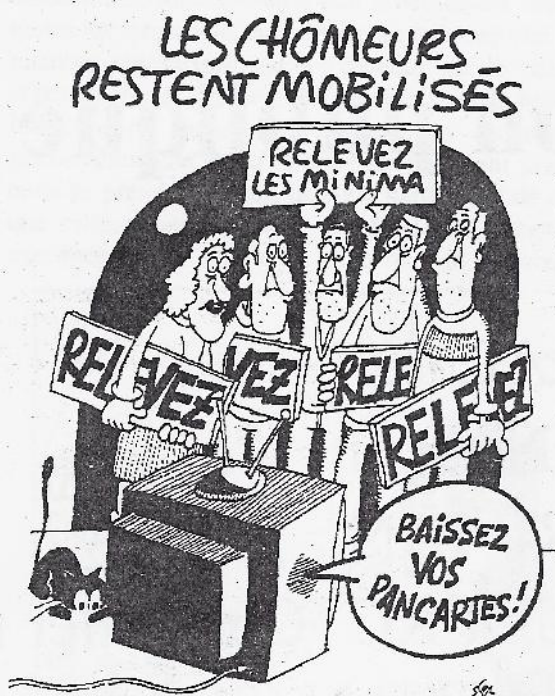
frappe les millions de personnes privées de revenus. Une action non-violente et symbolique consistant à mettre sur le trottoir les objets achetés aux pauvres à bas prix était prévue le 11 février pour dénoncer ces nouveaux usuriers.

Mais, à peine arrivés sur les lieux, les manifestants ont été pris à partie par la police et violemment dispersés. Quarante personnes ont été rafalées au hasard. Depuis, 4 d'entre elles sont en détention provisoire à Fleury-Mérogis jusqu'à leur procès. Ils sont accusés par la police de "complicité, vol, violence à agent, dégradation de matériel", alors qu'il n'y avait rien dans les dossiers individuels.

Le gouvernement reste sourd au mouvement des chômeurs, il espère l'arrêter en mettant en prison quatre personnes. Il s'agit de l'évidence d'une décision politique : ni l'arbitraire des arrestations, ni les chefs d'accusation ne justifient cette mise en détention.

### Libération immédiate des chômeurs et précaires incarcérés !

Premiers signataires : ACI, ACT-UP PARIS, AL, CNT (IDF), DAL, FA, FPMC, JRE, MIB, MNCP, SCALP-REFLEX, SUD éducation, RAG...



### EVRY ► Evacuation mouvementée par la police

## Les chômeurs en colère investissent l'ANPE

**H**IER, vers 11 heures du matin, un groupe d'une soixantaine de chômeurs a investi l'agence de l'ANPE d'Evry, située dans le centre commercial Evry 2. Cette action s'inscrit dans le mouvement actuel de revendications pour obtenir une revalorisation des aides sociales. Les manifestants ont occupé les locaux toute la journée. A 17 heures, ils se sont fait déloger par un important dispositif policier.

Après une action, lundi, au siège départemental des Assedic, les chômeurs essonnais avaient donc choisi hier une nouvelle cible. Nouvelle méthode également puisque, avec le soutien d'associations, le DAL et Agir contre le chômage

(AC !), ainsi que de la CGT, Sud et de la CNT, ils ont, cette fois, occupé les locaux. « Nous avons choisi ce lieu pour le symbole, explique Roger, un responsable syndical. Mais pas question de perturber le service. Nous occupons pacifiquement. » Toute la journée, les chômeurs ont ainsi parlé paisiblement avec le directeur de l'agence.

Dès le début de l'après-midi, ils s'interrogeaient toutefois sur l'éventualité d'une intervention des forces de l'ordre à l'heure de fermeture de l'agence. A 17 h 15, d'importants effectifs policiers ont quadrillé la place de l'Agora, précédant l'arrivée du patron de la police départemen-

tal, Dominique Moulin, de son adjoint, le commissaire Sénau, et de plusieurs gradés.

« Nous ne pouvons vous laisser passer la nuit dans les locaux », leur a lancé Dominique Moulin, sous les clameurs des chômeurs : « Chômage ras-le-bol, non à l'Etat policier ! » Puis les forces de l'ordre sont passées à l'action, empoignant les manifestants qui ne voulaient pas sortir. Pas de traitement de faveur pour Amaury Couderc, le conseiller régional communiste, qui les avait accompagnés. Les chômeurs ont finalement quitté les lieux, se promettant de revenir aujourd'hui. Demain, ils se regrouperont devant la préfecture.

Isabelle MARTIN



# **TOUS ENSEMBLE!**

*Solidarité* *Ecologie*  
*Egalité*

## Réunion publique - Débat

avec

- Lucie AUBRAC
- Alain KRIVINE
- Philippe ZARIFIAN
- Amaury COUDERC (Conseiller régional)
- Christiane LAIGNAN (DAL)

Le mercredi 4 mars 98

à

Evry à 20 h 30

salle Bexley (place Bexley)

La campagne des Régionales nous coute environ 130.000 F.

Merci d'avance, nous n'avons pas de "sponsor".

Mandataire financier : Michel GALIN

Chèques à l'ordre de Michel GALIN, mandataire financier de la liste "TOUS ENSEMBLE"

Le Clos, 91790 Boissy-sous-Saint-Yon

Nom

Prénom

Adresse

Je verse la somme de

en soutien à la liste "TOUS ENSEMBLE"

Signature



## COURREZ CAMARADES, LE VIEUX MONDE... EST DEVANT NOUS!

Par Robert Duguet

Une délégation de "Rassembler à Gauche" a assisté, en qualité d'invités, au congrès de la LCR, tenu à Aubervilliers fin janvier. Depuis maintenant deux ans notre comité de rédaction suit avec intérêt les débats qui traversent cette organisation.

Courant issu de la tradition marxiste révolutionnaire, son positionnement passé, comme d'ailleurs les autres organisations trotskystes, disputait au PCF le droit de parler au nom du courant révolutionnaire du mouvement ouvrier. Il y avait alors le stalinisme et le rôle particulièrement nocif qu'il joua dans l'histoire de l'internationale communiste et dans les plus grandes défaites du salariat mondial depuis 1927. Ce courant est aujourd'hui devant un échiquier mondial radicalement différent: le stalinisme s'est effondré, rejetant du reste, ce qui était envisagé comme une possibilité par Léon Trotsky en 1938, l'URSS dans un capitalisme débile à formes mafieuses. La mondialisation libérale que nous subissons depuis plusieurs années voit les vieux partis sociaux-démocrates ou socialistes chrétiens prendre en charge la gestion des États capitalistes et imposer des politiques de déréglementation forcée des systèmes sociaux de protection des travailleurs.

Au sein de la gauche aujourd'hui, la contradiction principale ne passe donc plus entre les différents réformismes, ceux qui pensent que l'on peut améliorer graduellement l'état politique et social, et les révolutionnaires. Il y a aujourd'hui ceux qui sont liés politiquement ou institutionnellement à la crise du libéralisme, qui cherchent à y adapter le mouvement ouvrier, et ceux qui veulent résister et qui demain parleront en termes de reconstruction de la gauche et du mouvement ouvrier.

La LCR est aujourd'hui poreuse à cette discussion, même si celle-ci s'y exprime sous une forme déformée. Une longue discussion s'est engagée sur la question de la modification du sigle de l'organisation, de LCR, on passerait à Démocratie Révolutionnaire. Sans doute l'histoire de l'organisation et sa tradition n'a pas permis de régler le problème central de la période: comment une organisation politique de ce type peut-elle accompagner de manière positive le processus de décomposition du vieux mouvement ouvrier qui n'est pas achevé, pour être ultérieurement un facteur progressiste de la recomposition? Rester des "révolutionnaires" sur les marges, ou œuvrer à la recomposition dans son ensemble? Tel est bien le problème qui se trouvait posé derrière la discussion sur le changement de sigle. □

---

## BILLETS D'HUMEUR

### VIVE LE SOCIALISME EN MARCHÉ

Les militants et les électeurs du PCF apprécieront...

*"Il est essentiel qu'Air-France soit un outil performant, capable de prendre toute sa place et d'accroître ses parts du marché."*

*"Le rayonnement de la compagnie dépend de sa capacité à nouer des alliances, notamment avec les compagnies Américaines. Les négociations reprendront avec les USA dans le courant de cette semaine."*

*"Comme vous le voyez, il ne s'agit en aucun cas d'une privatisation."*

Jean-Claude Gayssot, ministre des transports (PCF).

Même Guy Mollet n'avait pas fait mieux, tout s'apprend...

Et il y en a qui apprennent plus vite que d'autres...

### INSPECTONS LES SITES MILITAIRES AMÉRICAINS

Clinton a bien raison... il faut surveiller très étroitement les fauteurs de guerre, les apprentis dictateurs, ceux qui ne respectent pas les résolutions des Nations Unies, ceux qui accumulent des armes de destruction massive et qui inéluctablement les utiliseront un jour contre les peuples.

Donc, il vaut mieux prévenir que guérir !

Proposons une commission d'enquête internationale pour aller inspecter les sites militaires Américains. Hélas, nous n'avons pas encore les moyens de pilonner la Maison Blanche avec des skuds s'il n'est pas donné satisfaction à notre requête.